

9^e leçon des jeunes au gouvernement pour le climat : l'Europe, malheur et espoir de la révolution écologique

21 juin 2019 / Les Camille de la grève de la jeunesse pour le climat



La mobilisation des jeunes pour le climat se poursuit. Dans cette tribune, une partie d'entre eux expliquent combien l'Union européenne est responsable du changement climatique mais combien aussi cette échelle géographique est la bonne pour initier la « révolution écologique ».

Ce texte a été écrit par les Camille du groupe « revendications » constitué à la suite de l'assemblée générale (AG) interfac rassemblée vendredi 8 février 2019 et comportant des étudiant.e.s et lycéen.ne.s de divers établissements de la région parisienne. Cette AG a été organisée par plusieurs associations étudiantes parisiennes écologistes en vue de lancer le mouvement de grève pour l'environnement de la jeunesse reconduite chaque vendredi à partir du 15 février.

Depuis le 12 février 2019, Reporterre a publié leur manifeste pour le climat et leurs ultimatums au gouvernement.

Quelques jours après les résultats des élections européennes, nous proposons au gouvernement de terminer l'année scolaire par un travail de fond sur la question de l'Union européenne. La responsabilité de l'Europe dans la crise écologique actuelle est majeure. L'Union européenne, initialement fondée sur des motifs purement économiques, incarne aujourd'hui une vision néolibérale de l'économie, obnubilée par la production de valeur, le libre-échange et la mondialisation, au détriment de l'avènement d'un véritable projet de société écologique. Le capitalisme productiviste, cause de la catastrophe environnementale, a propulsé l'Union européenne au rang de 3^e émetteur mondial de gaz à effet de serre, et lui fait aujourd'hui exploiter l'équivalent de 2,8 planes par an. Mais ce chiffre masque la responsabilité réelle du continent dont les émissions, apparemment en baisse, ne cessent d'être délocalisées dans les pays émergents : une part significative de l'impact écologique de la Chine ou d'autres « pays en développement » est en réalité le fruit de notre activité économique.

La politique pratiquée par la Banque centrale européenne (BCE) est une illustration frappante de la façon dont l'Union européenne est gouvernée par des impératifs macroéconomiques, jusqu'à enchaîner un pays au boulet de l'austerité, comme ce fut le cas de la Grèce. Ses statuts, dont la rédaction a été très fortement influencée par la seule puissance allemande, interdisent en particulier toute possibilité de création monétaire destinée au financement de projets concrets, notamment ceux que nécessite la transition

écologique (isolation des bâtiments, réforme de l'agriculture, production d'énergie renouvelable...).

Le capitalisme de connivence atteint des sommets au sein de l'Union européenne

Quant au droit européen, bien qu'il semble permettre des avancées en matière d'environnement — la Cour de justice de l'Union européenne ayant une réelle influence sur la conception de la justice des États — les progrès réalisés paraissent encore largement insuffisants, comme pour l'annonce de [la fin du plastique jetable en 2020](#).

Le capitalisme de connivence atteint des sommets au sein de l'Union européenne et la prégnance des lobbies économiques au sein de ses institutions est affolante. En témoigne notamment la politique agricole commune (PAC), qui privilégie les grandes exploitations au détriment des nombreuses solutions agroécologiques pourtant déjà existantes. La commission de l'agriculture du Parlement européen a voté en avril dernier pour le maintien des subventions à l'élevage industriel, rejetant ainsi les propositions votées précédemment par la commission de l'environnement, qui visaient à réduire le financement public des fermes industrielles et à limiter le nombre d'animaux élevés dans ces exploitations. En dépit de l'instauration d'un registre censé limiter les interactions douteuses entre parlementaires européens et lobbyistes à Bruxelles, les rencontres officieuses restent légion en dehors de l'enceinte du Parlement. Loin d'être résolu, le danger de la connivence entre élites politiques et économiques en Europe interroge sur la capacité réelle de l'Union européenne à bâtir un véritable projet de société écologique.

Le capitalisme ne sera jamais vert et le développement durable, vanté sans cesse dans les programmes scolaires, est un projet fondamentalement contradictoire, qui donne la dangereuse impression que tout est sous contrôle, et que des changements sociaux minimes nous permettraient de vivre de manière écologique. Tant que la production de nourriture et de biens proviendra de la libre concurrence d'entreprises sur un marché, celles-ci auront intérêt à produire des marchandises obsolètes, à intensifier leur agriculture et, par là, à

appauvrir toujours plus les sols, à créer des besoins superflus et à nous inonder de publicité, à accroître l'exploitation du vivant et l'extractivisme ; et toujours le bien-être et la santé demeureront secondaires. **Me?me les e?nergies renouvelables ne sont pas la panac?e.** L'écologie doit se faire sociale et passer par une redéfinition de notre rapport au vivant, c'est-à-dire par des expériences du monde qui ne pourront jamais tenir dans une loi, un droit, une institution, mais pourront se développer au sein de communautés qui définissent ensemble leur façon de se rapporter à leur environnement.

Le probl?me e?cologique est mondial, et il ne se re?soudra pas sans une coope?ration internationale

Le retour à l'échelle locale constitue un des piliers de l'écologie, pour des raisons de transport, d'autonomie alimentaire, et pour recréer un véritable lien avec le territoire habité. La structure européenne doit ainsi permettre aux communes de retrouver une grande autonomie afin qu'elles deviennent un des échelons politiques principaux, ce qui représenterait du même coup une avancée significative contre la crise de représentativité démocratique et le désintérêt politique qui gagne les citoyen.ne.s. Cependant une collaboration à une échelle plus large est également cruciale : le problème écologique est mondial, et il ne se résoudra pas sans une coopération internationale.

L'Europe est aujourd'hui une zone géographique prometteuse pour commencer la transition — la révolution ? — écologique dont nous avons besoin ; en témoignent les mobilisations citoyennes massives récentes, le tissu associatif dense et la multiplication rapide des actions de désobéissance civile (zones à défendre, écovillages autosuffisants, associations pour le maintien de l'agriculture paysanne, groupes de désobéissance civile...). Partout, les alternatives fleurissent et la résistance se met en place. Seule une convergence profonde de toutes les luttes européennes, écologistes et sociales, permettra de franchir le pas.

Puisqu'il persiste dans son manque de volonté et maintient ses notes aussi proches de zéro depuis plusieurs semaines, le gouvernement nous a prouvé qu'il n'était pas à la hauteur de la situation. Il n'y a plus rien à attendre de lui, tant il s'est appliqué à ignorer ses devoirs et à mentir. Nous continuerons donc à distribuer les prochains sujets, mais sommes conscients qu'il

ne travaillera bien souvent que sous la contrainte. Nous saurons la lui imposer.

Lire aussi : La 8^e leçon des jeunes au gouvernement : mettre fin à l'effondrement de la biodiversité

Source : Courriel à *Reporterre*

Photo :

. chapô : manifestation des jeunes pour le climat, le 24 mai 2019, à Paris. © [Mathieu Génon](#)/
Reporterre

- *Dans les tribunes, les auteurs expriment un point de vue propre, qui n'est pas nécessairement celui de la rédaction.*

- *Titre, chapô et intertitres sont de la rédaction.*

- Emplacement : Accueil > Tribune >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/9e-lecon-des-jeunes-au-gouvernement-pour-le-climat-l-Europe-malheur-et-espoir-de-la-revolution-ecologique>